

de presque tous les citoyens de l'Australasie et de tout sujet anglais.

Dans ces circonstances, après quelque hésitation, je dois l'avouer, j'ai fait ce que me commandait un devoir important, comme Canadien, et j'adressai le télégramme suivant au très honorable premier ministre :

Yarmouth, N.-E. 5 octobre.

Sir Wilfrid Laurier, Ottawa.

Si la guerre est déclarée j'espère que vous allez envoyer un contingent de volontaires canadiens pour aider l'Angleterre au Transvaal. La chose, je le sais, serait chaleureusement accueillie par le gouvernement anglais, et rendrait un grand service au Canada, en servant la cause de l'unité de l'empire. Un de mes amis serait prêt à offrir aux membres du contingent une assurance sur la vie et contre les accidents, jusqu'à concurrence d'un million de piastres et j'appuierai volontiers en parlement votre attitude sur ce sujet.

(Signé)

CHARLES TUPPER.

Si j'ai dit à mon honorable ami ce que ce monsieur était prêt à faire, c'est que je savais que semblables questions comportent toujours des dépenses et en mentionnant cette assurance d'un million de dollars pour un contingent d'un millier de Canadiens, j'ai cru faire comprendre à mon très honorable ami qu'il n'y avait pas à craindre une dépense extraordinaire.

J'ai donc cru devoir mentionner cela dans mon télégramme. Malheureusement, après avoir parcouru quelques centaines de milles — et j'ignore la distance exacte entre Halifax et Yarmouth — ce télégramme fut retardé à Halifax. Dans la suite, cependant, mon honorable ami — qui avait reçu cette dépêche malgré ce retard — disait, ce qui manquait de courtoisie, que j'avais pris le soin de faire connaître cette dépêche au public canadien. Or, pourquoi ai-je fait cela ? J'ai compris que le très honorable ministre pourrait dire : "Il sied bien à sir Charles Tupper de s'offrir son appui sur cette importante question, mais ses partisans dans la Chambre pourraient différer d'opinion avec lui," et j'ai cru que le meilleur moyen d'assurer le parfait concours du parti conservateur au Canada était — comme je l'ai fait dans mon discours à Yarmouth — de déclarer que j'avais envoyé cette dépêche, et je croyais que si le gouvernement voulait agir dans ce sens il aurait l'appui du parlement.

C'est pour donner plus de force à mon message que je fis cette déclaration en public. Voici ce que j'ai dit, dans cette circonstance :

Je suis d'opinion que le moment est venu où le Canada doit envoyer au secours de la Grande Bretagne un contingent de francs-tireurs canadiens.

Je sais que sous ce rapport nos volontaires ne trouvent pas leurs maîtres dans l'univers entier.

Il importe, je crois, pour le Canada de se montrer prêt à venir en aide à la mère patrie à qui l'on doit tant et de qui l'on espère tant.

Je vais vous confier un secret qui n'est connu que du télégraphiste, c'est que, avec parfaite connaissance de cause, j'ai pris, aujourd'hui, la

Sir CHARLES TUPPER.

responsabilité de communiquer au premier ministre du Canada, par télégramme, l'espoir qu'il allait offrir d'envoyer un contingent de volontaires canadiens au sud africain lui assurant que non seulement la chose aurait mon appui, mais aussi, à mon avis, l'appui du Canada tout entier.

Les honorables messieurs de la droite croiront peut-être voir là un désir de faire entrer de la politique dans cette question. Toute personne qui a étudié froidement cette démarche de ma part ne saurait voir autre chose qu'un simple devoir accompli dans cet appel au premier ministre, dans les circonstances.

Malheureusement, le télégramme en question n'eut pas l'effet désiré. Le premier ministre, après avoir communiqué au public canadien, par la voie du journal le "Globe," son ultimatum exposant qu'après une étude approfondie de la loi il ne se croyait pas le droit de prendre l'initiative sans l'autorisation du parlement, le premier ministre après cet ultimatum eut, sans doute, avoir accompli tout son devoir et il partit pour aller assister à une démonstration civique à Chicago.

Le ministre des Chemins de fer et Canaux (M. Blair) déclara alors que les ministres ne perdaient pas de vue la question, mais on aurait pu croire au contraire qu'il n'en comprenait pas l'importance, car ils se dispersèrent sans retard dans tout le pays, et le major général commandant de la milice se rendit, je crois, dans la Colombie Anglaise. Voilà l'attention que le gouvernement donna alors à cette importante question.

Maintenant, M. l'Orateur, il est une partie de la question que je désire traiter avec toute la franchise possible, et je regrette d'avoir à entrer dans les détails, mais cela me semble le seul moyen à ma disposition pour éviter un plus grand mal.

Je vais me voir forcé de prouver à la Chambre que mon très honorable ami fait erreur lorsqu'il dit, dans le discours du Trône, que le peuple canadien est uni de sentiment sur cette question.

Je le regrette, mais je suis forcé d'expliquer au premier ministre pourquoi je suis convaincu du peu de vérité de cet énoncé et de lui dire qu'il a existé une grave divergence d'opinion parmi les membres mêmes de son cabinet sur cette question d'une importance aussi vitale pour l'Empire.

Un ministre qui a plus d'une fois donné des preuves de son autorité et de son influence dans le gouvernement, prend ainsi une attitude d'une hostilité inqualifiable à tout ce que pourrait faire le Canada pour venir en aide à l'Angleterre dans la crise actuelle. Et nous voyons que ce ministre avait sur le premier ministre une influence suffisante pour lui faire déclarer qu'il n'y aurait rien de fait ; et ce ministre réussit en outre à se faire nombre de partisans dans cette Chambre. M. l'Orateur, le Canada a tout avantage à envisager franchement cette question.